

Le Massacre de Sharpeville: défaite ou mauvaise lecture?



En 1960, le gouvernement sud-africain étendait les règles de l'apartheid par l'imposition d'un laissez-passer obligatoire, y compris pour les femmes, sous peine d'arrestation et de poursuites. Ces nouvelles exigences étaient contestées dans le cadre d'une campagne de défi public nonviolent qui prenait rapidement de l'ampleur.

Le 21 mars 1960, dans le township de Sharpeville, plus de cinq mille personnes viennent s'offrir au commissariat pour leur refus public de porter sur elles le livret obligatoire. Les policiers ouvrent le feu sur le groupe non armé, tuant 69 personnes, plusieurs d'une balle dans le dos alors qu'elles tentaient de fuir.

Cet événement est commémoré chaque année dans le cadre de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale. Ce jour a

également marqué un virage dans l'histoire des mouvements de résistance en Afrique du Sud et dans toute l'Afrique.

« Le Massacre de Sharpeville a été le facteur décisif cité par les principaux dirigeants du mouvement de libération sud-africain que la nonviolence ne pouvait plus fonctionner » peut-on lire dans *Guns and*

Gandhi in Africa des auteurs Bill Sutherland et Matt Meyer. D'autres dirigeants menant des luttes de libération nationale ailleurs en Afrique avaient alors également conclu à la nécessité d'une résistance armée clandestine. On affirmait que la sauvagerie du régime de l'apartheid avait scellé le sort de la nonviolence, prouvé son inefficacité et démontré que la lutte ne pouvait plus se mener que par la force des armes.

Or, les responsables de la Campagne de défi public n'ont pas réalisé à l'époque à quel point les centres du pouvoir à Johannesburg étaient ébranlés et divisés dans la foulée des événements. Les investisseurs étrangers retiraient en panique leurs capitaux colossaux du pays, drainant rapidement les réserves nationales. Pour la première fois, le Conseil de sécurité de l'ONU appelait

l'Afrique du Sud à abandonner ses politiques d'apartheid et de discrimination raciale. Le monde entier condamnait d'une même voix le massacre. L'Afrique du Sud serait bientôt exclue du Commonwealth.

Le Massacre de Sharpeville s'est clairement retourné contre ses auteurs. La répression avait discrédité et anémié le régime. Pas là le signe d'une stratégie inefficace, assurément. La Campagne de défi public atteignait un tournant. Une dynamique fondamentale de l'action nonviolente entraînait en action : la répression de l'action nonviolente entamait la légitimité du régime.

Notre lecture de l'Histoire a d'importantes répercussions. Ainsi, les branches armées du Congrès national africain (ANC) et du Congrès panafricain (PAC), opérant surtout en exil, ont été largement inefficaces pendant des décennies, tout en imposant un lourd tribut aux mouvements sociaux. En effet, les groupes armés n'ont jamais présenté un défi militaire de taille au régime de l'apartheid en Afrique du Sud. L'apartheid a été démantelé près de trente ans plus tard quand des centaines de milliers de Noirs et leurs alliés ont organisé des campagnes d'action de masse incluant non-coopération, boycotts et actions directes, le tout appuyé par des campagnes internationales de désinvestissement. Au final, le combat sud-africain a été remporté par des mouvements de masse essentiellement nonviolents.

« Le mouvement pour l'égalité raciale en Afrique du Sud a mené une lutte prolongée couvrant l'essentiel du vingtième siècle. L'assaut final est venu après l'incident de Soweto, en juin 1976, quand une manifestation étudiante contre l'imposition de l'afrikaans comme langue d'enseignement s'est terminée dans un bain de sang. La mort des étudiants aux mains des forces de l'État a déclenché une rébellion nationale jusqu'en 1977. Si le régime de l'apartheid pouvait encore tenir, la résurgence de l'activisme populaire ainsi catalysée allait secouer les townships de

mouvements insurrectionnels non armés qui se répercuteront jusque dans les années 1980. À la fin de cette décennie, l'interdiction des organisations politiques est levée et les prisonniers politiques sont libérés, y compris Nelson Mandela, sous les verrous depuis 1962. La voie d'une transition négociée vers un État unitaire, non racial et démocratique était enfin tracée. En avril 1994, le Congrès national africain (ANC) remporte le premier suffrage universel de l'histoire de l'Afrique du Sud. Mandela est inauguré président. »

— Kurt Schock, *Unarmed Insurrections*.

